



lundi 28 janvier 2019

Acte 12 samedi, et acte 12 bis mardi 5 février :

## ***Tous ensemble, contre Macron et nos patrons !***

***Décidément rien ne marche pour faire rentrer les Gilets jaunes dans le rang. Après la série de petits meetings de Macron pour vendre son programme avec des airs de campagne électorale, ses partisans ont tenté une opération « Foulards rouges » en scandant des slogans en soutien à la police et pour le rétablissement de « l'ordre républicain ». Pas de quoi changer la donne. Entre-temps, Macron discutait vente d'armements en Égypte avec le dictateur Al Sissi. Tout un programme ! Reste le « grand débat » dans lequel Macron a entraîné des maires, des politiciens de gauche ou de droite comme Wauquiez, mais pas de Gilets jaunes, tenus à l'écart des réunions par les policiers et pas dupes de la manœuvre.***

### ***Les Gilets jaunes ne lâchent pas l'affaire***

Le mouvement des Gilets jaunes tient le coup et s'est même ancré dans le paysage au rythme des manifestations du samedi, puisque le gouvernement n'a rien lâché sur les revendications. Alors qu'ils luttent contre la vie chère, les bas salaires et la galère quotidienne, Macron et Édouard Philippe se paient le ridicule de proposer comme issue potentielle du « débat » l'aménagement de la limitation à 80 km/h sur les routes départementales...

Mais les Gilets jaunes se battent pour leur avenir, pour vivre et ne plus survivre. Des dizaines de milliers de personnes sont déterminées à tenir face au gouvernement en manifestant le week-end. Sans compter la majorité de la population, selon les sondages, qui soutient la lutte des Gilets jaunes sans encore descendre dans la rue.

Pour tenter d'affaiblir le mouvement, le gouvernement cherche à faire peur en envoyant la police tirer au flash-ball sur les manifestants, avec les blessures graves qui s'en suivent.

Mais malgré les manœuvres d'intimidation, la loi liberticide dite « anti-casseurs » de Castaner, le bras de fer contre Macron se poursuit.

Le week-end des 26 et 27 janvier, dans la petite ville de Commercy, dans la Meuse, des Gilets jaunes d'une centaine de villes se sont réunis en une « Assemblée des assemblées » pour un grand débat sur leurs propres revendications et leurs perspectives. L'initiative devrait avoir une suite. D'autant qu'elle se fait l'écho de l'appel à étendre la mobilisation aux entreprises dans la première semaine de février.

### ***Préparons le 5 février dans les entreprises***

Les syndicats CGT et Solidaires appellent à faire grève et à manifester le 5 février. Certains groupes de Gilets jaunes ont répondu à l'appel et ont eux aussi lancé le mot d'ordre de grève, et pourquoi pas, de grève illimitée. Après l'acte 12 de samedi prochain, il y aura donc un acte 12 bis, le mardi suivant.

### ***Cette journée de grève est l'occasion de lancer la lutte des Gilets jaunes sur les lieux de travail.***

Depuis le début, des travailleurs et certains militants syndicaux cherchent comment se joindre au mouvement, car ils se sentent solidaires de sa détermination et de ses revendications. De l'autre côté, ceux qui ont pris l'habitude d'aller sur les ronds-points ou de manifester le samedi pourraient enfilez, en semaine, le gilet jaune avec leurs collègues.

Pour l'augmentation des salaires, mais aussi pour toutes les revendications du monde du travail. Passer à la grève dans les entreprises permettra d'accentuer la pression sur le patronat qui s'enrichit de notre travail.

**Pour réussir ce 5 février et passer enfin à l'offensive, il faudra préparer cette mobilisation à la base. Les Gilets jaunes n'ont pas attendu de directives venues d'en haut pour se mettre en mouvement. Leur détermination a semé la panique au gouvernement. C'est le moment, avec eux, tous ensemble, de se faire sérieusement craindre du grand patronat.**

**Allô dirlo bobo**

Après le tract de l'Alliance du 17 janvier annonçant qu'ils allaient signer les mesures spécifiques en raison de nos « retours majoritairement positif », c'est le directeur qui a du tenter de rattraper le coup en urgence !

L'Alliance des brancardiers (sociaux) voulait nous convaincre que l'anesthésie locale était la moins pire des solutions. L'urgentiste en chef a du intervenir lui-même pour nous expliquer que l'amputation se ferait sans douleur...

Pour soigner les maux par les mots, ils sont tous aussi mauvais.

**Dérapages en chaîne**

Jeudi dernier, le directeur a du revenir dans les ateliers et faire à nouveau face à notre mécontentement. Dans une de ces réunions, il a osé affirmer que "dans le pire des cas, des ouvriers iraient à la chaîne à Poissy". Ce qui nous a mis encore plus en colère. Sachant que PSA veut supprimer 1 900 emplois dans le groupe, dont 600 à Poissy avant fin juillet 2019...

Tout ce baratin entrecoupé de mépris doit nous pousser à ne pas en rester là.

**Contraints mais pas forcés**

Avec Altedia 2, le mauvais film continue. Désormais, on ne nous incite plus seulement à aller voir Altedia, on nous convoque d'office à des rendez-vous que nous n'avons pas demandés. Toujours le « forçariat », à la sauce PSA.

**Ambassadeurs ou mercenaires ?**

En Quart d'Heure Com' mercredi dernier, on nous a annoncé qu'il y avait désormais deux « ambassadeurs » chargés de nous vendre à d'autres entreprises : un pour Safran, et nouveauté, un pour Faurecia. Ils seront aux petits soins... palliatifs pour nous faire quitter PSA.

**Salaires de base, ça vole pas haut**

En 2018, les ventes mondiales de PSA ont progressé de 6,8 %. Si notre salaire augmentait dans la même proportion, pour un salarié à 1 500 €, ça ferait une augmentation de 102 €, pour un salarié à 2 000 € ça ferait 136 €. Chaque année PSA fait des profits record et nos salaires stagnent. C'est du vol. Il nous faudrait au moins 400 € d'augmentation cette année pour commencer à récupérer du pouvoir d'achat.

**Macron organise la surexploitation de tous**

À l'occasion du « grand débat », Macron a déversé sa haine anti-pauvres : « Les gens en situation de difficulté, on va les responsabiliser, car il y en a qui font bien, et il y en a qui déconnet ». Cette propagande visant à faire croire que les chômeurs sont responsables de leurs difficultés alors que ce sont les patrons qui licencient en masse, a pour objectif d'aggraver encore leurs conditions de vie. Depuis le décret du 31/12/18, les allocations chômage seront supprimées dès le premier « manquement » à la recherche d'emploi. Un manquement comme refuser une « offre raisonnable » d'emploi par exemple. Or, le salaire antérieur n'est même plus pris en compte pour déterminer si une offre est « raisonnable ». L'objectif ? Obliger chaque salarié en demande d'emploi à accepter n'importe lequel, n'importe où, et payé n'importe comment. Les patrons peuvent compter sur le gouvernement Macron.

**Le Pen et Macron : main dans la main contre les Gilets jaunes**

Ce ne sont pas les quelques petits remous parmi les députés LREM qui empêcheront la loi « anti-casseurs » de Castaner, examinée cette semaine par l'Assemblée, de passer dans l'urgence. Alors que des milliers de personnes ont déjà été arrêtées, poursuivies, blessées, lors de ce mouvement, le gouvernement veut décupler les fouilles, les interdictions de manifester, le fichage des manifestants. Le Pen, qui se présente comme soutien fidèle à la mobilisation des Gilets jaunes, a immédiatement annoncé soutenir ce texte. La preuve que l'extrême droite est l'ennemi des luttes sociales et des libertés... la preuve aussi que Macron n'est en aucun cas un « barrage à l'extrême droite », puisque c'est main dans la main qu'ils répriment la contestation.

**De l'argent, il y en a...**

Voilà un cercle qui rétrécit : selon le rapport de l'ONG Oxfam, les 26 milliardaires les plus riches de la planète possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Un an avant, il fallait additionner la fortune de 43 d'entre eux pour arriver à ce niveau.

Et on va nous expliquer que les riches payent trop d'impôts, qu'il faut nous serrer la ceinture ou réduire les services publics pendant qu'on supprime l'ISF et allège l'impôt sur les revenus du capital